

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE ET DE LA
SECURITE SUR LES AMENDEMENTS DU SENAT RELATIFS A
L'ANALYSE DU PROJET DE LOI PORTANT STATUT DES AGENTS
DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI**

I. INTRODUCTION

En date du 30 avril 2010, les membres de la commission de la Défense et de la Sécurité se sont réunis pour analyser les amendements du Sénat relatifs à l'analyse du projet de loi portant statut des Agents de la Police Nationale du Burundi.

II. LES PRESENCES

Etaient présents :

1. Honorable NDUWIMANA Jean CLAUDE, Président
2. Honorable NTAHOMENYEREYE Salvator, membre
3. Honorable MANWANGARI Jean-Baptiste, membre
4. Honorable MBUNDAGU Vestine, membre
5. Honorable BIMENYIMANA Prosper, membre
6. Honorable MIRENZO Venuste, membre
7. Honorable NTAHONZIGAMIYE Pascal, membre
8. Honorable NIYUNGEKO Charles, membre
9. Honorable NSHIMIRIMANA Georges, membre
10. Honorable MBONINYIBUKA Gilbert, membre
11. Honorable CIGUMIJE Simon, membre

Étaient empêchés :

- Honorable TUKARERE Noëlla, Vice-Présidente
- Honorable MANIRAKIZA Côme, Secrétaire
- Honorable NZIGAMASABO Jean-Baptiste, membre



III. AMENDEMENTS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS PROPOSE PAR LE SENAT	MOTIVATIONS DU SENAT	AVIS DE LA COMMISSION	MOTIVATION
1	Article 11, alinéa 1	Supprimer le bout de la phrase « pendant une période de sept ans » et le remplacer par « jusqu'à l'âge présumé de retraite selon la catégorie de l'agent défunt »	1. C'est un acquis 2. Encouragement de l'agent de police à s'engager jusqu'au sacrifice suprême parce qu'il est garanti que ses besoins vitaux seront pris en charge par l'Etat	- Rejeté	- Justification non pertinente - Eviter un impact budgétaire exorbitant
2	Article 12, alinéa 2	Reformuler l'alinéa 2 comme suit : « En cas de décès d'un agent, suite à une mission de service, ses ayants droit gardent ce logement et l'apurement de la dette est à charge de l'Etat à concurrence de l'indemnité de logement en vigueur ».	Se conformer aux autres textes de loi	- Accepté	- C'était un oubli
3	Article 12, alinéa 3	Supprimer le groupe de mots par faute et l'alinéa devient : « Les arriérés de non paiement dus au manquement de l'agent restent à charge de ses ayants droit ».	Eviter la tautologie	- Accepté	- C'était une erreur de saisie

4

4	Article 14	Reformuler l'article comme suit : En cas de décès d'un agent en activité, ses ayants droit perçoivent, en plus du salaire du mois en cours, une allocation de décès équivalente à quatre mois de salaire brut ainsi que les frais funéraires. L'employeur prend en charge également les frais funéraires du conjoint, de l'enfant mineur ou assimilé de l'agent en activité.	1. C'est un acquis 2. Encouragement de l'agent à s'engager jusqu'au sacrifice suprême parce qu'il est garanti que ses besoins vitaux seront pris en charge par l'Etat	- Rejeté	- On ne perçoit pas les frais funéraires. L'employeur en assure la prise en charge.
				- Rejeté	- Voir le statut général des fonctionnaires
5	Article 35	Ecrire les mots « traitements et agents » au singulier	Correction de forme	- Accepté	- Amendement de forme
6	Article 49, alinéa 2	Ajouter au bout de l'alinéa le groupe de mots « au jour de la décision de la Commission médicale ad hoc »	Pour se conformer à l'article 55 du Statut des officiers de la PNB	- Rejeté	- La préoccupation est prise en compte à l'article 60.



IV. CONCLUSION

Après analyse des amendements du Sénat sur le projet de loi portant statut des Agents de la Police Nationale du Burundi, la Commission de la Défense et de la Sécurité recommande à l'auguste assemblée d'adopter à l'unanimité le projet de loi moyennant les amendements proposés.

Fait à Bujumbura, le 30/avril/2010

Honorable NDUWIMANA Jean Claude, Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Claude NDUWIMANA', written over a horizontal line.